



MOTION DU BUREAU INTERREGIONAL

FO Justice Hauts-de-France

Le Bureau interrégional **FO Justice** des Hauts-de-France dénonce une situation devenue insoutenable dans nos établissements pénitentiaires et nos SPIP. **Le surembourgeoisement de nos maisons d'arrêt, qui frôle ou dépasse désormais les 200 % de taux d'occupation quasiment partout, parfois en dortoir, combiné à des sous-effectifs touchant tous les corps et tous les grades, rend le quotidien des personnels extrêmement difficile.**

Nous dénonçons également la brutalité des restrictions budgétaires, dont l'une des conséquences les plus graves est la chute drastique du recours aux contractuels, pourtant indispensables, en particulier dans les services administratifs.

Dans ce contexte, **le Bureau interrégional salue la résilience et le courage des personnels** qui, malgré ces conditions dégradées, continuent à porter à bout de bras le service public pénitentiaire et la sécurité de notre Nation.

Nous avons une pensée particulière pour **nos collègues CPIP d'Abbeville**, frappés par la tragédie du décès de leur collègue Grégory Blangier. **Nous saluons sa mémoire et adressons à sa famille ainsi qu'à ses proches notre soutien le plus sincère.** Cette antenne, aujourd'hui en grande difficulté, n'est malheureusement plus en capacité d'assurer pleinement ses missions : il y a urgence à agir.

Nous pensons également à **nos collègues du centre pénitentiaire de Château-Thierry**, lâchement et durement agressés à coups de lame. Ces drames rappellent l'importance de la prise en charge des personnes détenues souffrant de troubles psychologiques ou psychiatriques, une question qui doit devenir prioritaire. **Nous dénonçons par ailleurs l'incapable lenteur du déploiement des équipements essentiels par la DAP : bombes incapacitantes, PIE, caméras-piétons ainsi que des ICOMs fonctionnels manquant cruellement sur le terrain et mettent directement en danger la vie des agents.**



Nous appelons l'administration centrale à prendre enfin en considération les besoins exprimés sur le terrain. **L'expérimentation de l'INSERRE d'Arras doit pouvoir se dérouler dans des conditions optimales**, ce qui implique notamment la mise en place d'un service adapté permettant aux personnels de concilier au mieux vie professionnelle et vie personnelle.

Le Bureau interrégional alerte également sur **l'état préoccupant des établissements les plus anciens**. Les récents événements à Béthune, Douai, Château-Thierry ou Arras doivent conduire à des investissements et à une réflexion globale, sans attendre de nouveaux drames. Dans le même esprit, nous prenons acte avec satisfaction du budget alloué à la base ERIS, fruit de nos multiples sollicitations, ou encore ceux annoncés pour la MA de DOUAI cet été mais **nous appelons l'administration à aller plus loin : un projet ambitieux doit voir le jour pour le domaine de LOOS intégrant une base PREJ, ERIS ainsi qu'un centre régional de formation, équipé d'un dojo et d'un stand de tir, C'est vital pour notre fonctionnement.**

Le bureau constate et dénonce que les livraisons par drone inondent nos détentions malgré les dispositifs existants.

Le Bureau se félicite par ailleurs que l'ouverture du CP de Vendin-le-Vieil se soit déroulée dans de bonnes conditions, même si certains ajustements restent nécessaires, notamment pour l'ELSP. **Cet exemple démontre que lorsque l'administration en a la volonté et met les moyens, tout devient possible, même dans un calendrier contraint.**

Aux côtés de nos instances nationales, nous continuerons à exiger ce qui est dû aux personnels : **la résolution des inversions de carrière pour les surveillants, une PSS revalorisée pour les personnels administratifs et CPIP, ainsi qu'une prime d'encadrement légitime pour la filière encadrante du CEA.**

Le Bureau interrégional réaffirme également sa volonté de travailler, en lien avec l'administration, **à une meilleure reconnaissance et une meilleure valorisation de l'investissement des agents**, que ce soit à travers les gratifications ou dans l'élaboration des tableaux d'avancement.

Nous dénonçons aussi avec force **les tentatives d'intimidation qui visent nos actions syndicales**, avec des dépôts de plainte devenus presque systématiques. Si nos actions dérangent, c'est bien la preuve de leur efficacité.



Enfin, face à la reconduction de la plupart des mesures d'austérité par le 1^{er} ministre M. Lecornu, nous rappelons que les personnels pénitentiaires donnent déjà énormément, parfois trop.

Il est hors de question que les économies budgétaires se fassent encore une fois à leurs dépens. Le Bureau interrégional FO Justice des Hauts-de-France appelle donc l'ensemble des personnels à rejoindre massivement les cortèges lors de LA MOBILISATION DU 18 SEPTEMBRE PROCHAIN.